

Qui veut la guerre de 1870 ?

28 juin 1869 :

« ... L'on parlait peu des paroles que l'Empereur a prononcées à Beauvais, l'on disait qu'elles étaient insignifiantes pour la politique, quelques Boursiers recommencent à parler de guerre avec la Prusse. L'on dit que ça serait le seul moyen de conserver la paix à l'intérieur. »

29 juillet 1869 :

« ... Des Boursiers disent que les journaux ont l'air de vouloir préparer les esprits à la guerre. Cela n'émeut pas. Si la guerre peut enlever le malaise, tant mieux, car les affaires sont difficiles. »

15 juillet 1870 :

« ... L'on dit [...] que la situation actuelle n'est pas tenable, puisque la grande majorité de la Chambre se prononce pour la guerre, pourquoi attendre!

Dans un groupe de quatre personnes : la journée ne veut pas se passer sans que nous ayons déclaré la guerre à la Prusse, et ensuite vous verrez que demain l'on fera de la hausse.

La plus grande partie des Boursiers ne parle que de la guerre et, sans la désirer positivement, on est presque content de l'avoir.

L'esprit français se réveille et j'ai entendu des messieurs fort bien dire que si l'Empereur avait besoin d'un emprunt pour la guerre, il l'avait dans 24 heures... »

16 juillet 1870 :

« ... Le public est généralement favorable. On s'attend à des combats à outrance...

Dans un groupe de quatre personnes : je crois que c'est le vrai moment d'acheter de la rente, parce qu'une fois que nous allons savoir que nous avons gagné la première bataille, vous allez voir la rente monter à 72 francs. Tout le monde en général a une très bonne opinion de la guerre en faveur de la France...

Dans tous les groupes on s'est entretenu de la guerre que nous avons avec la Prusse avec enthousiasme. Sur 100, par exemple, à qui j'en ai entendu parler, il y en a au moins 90 qui félicitent le gouvernement français. »

Réactions de la Bourse et des boursiers de Lyon, d'après les notes et rapports du Commissaire spécial. Archives Municipales de Lyon.

« En attendant l'enthousiasme s'en donnait à cœur joie à Paris, et les cris de : « A Berlin! A Berlin! » retentissaient de tous les côtés. Les gens étaient enivrés et il ne faut pas qu'on vienne me dire aujourd'hui, comme on aime à le faire, que personne en France ne voulait la guerre. Tout le monde la voulait, je parle du moins de Paris, où jeunes et vieux étaient littéralement enragés. Le vieux duc de Caumont quittait le Sénat et criait à tue-tête : « A Berlin! » non seulement en entrant en voiture, mais durant tout le trajet qu'il fit du Luxembourg au Jockey-Club. Il agitait son chapeau et se comportait comme un fou! Au lieu de rire de lui, on admirait son ardent patriotisme! »

Souvenirs de la princesse Pauline de Metternich.

« Ouvriers français, allemands, espagnols! que nos voix s'unissent en un seul cri de réprobation contre la guerre!... Frères d'Allemagne! Notre division aurait pour unique résultat le triomphe complet du despotisme des deux côtés du Rhin... Ouvriers de tous les pays! Quoiqu'il puisse à cette heure advenir de nos efforts communs, nous, membres de l'Association internationale des travailleurs qui ne connaissons pas de frontières, nous vous envoyons, comme un gage de solidarité indissoluble, les vœux et les saluts des ouvriers de France! »

Manifeste « Aux ouvriers de toutes les nations » des membres de Paris de l'Internationale.
Le Réveil, 27 juillet 1870.

« Nous sommes heureux de saisir la main fraternelle que nous tendent les ouvriers de France. Attentifs au mot d'ordre de l'Association internationale des travailleurs : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! nous n'oublierons jamais que les ouvriers de tous les pays sont nos amis et les despotes de tous les pays nos ennemis. »

Résolution adoptée à un meeting à Chemnitz par les délégués de 50 000 ouvriers saxons.

« Adversaires de toutes guerres dynastiques, comme socialistes et comme républicains, membres de l'Internationale qui combat toutes les oppressions de nationalités, et s'efforce d'unir par un lien fraternel tous les opprimés, nous ne pouvons pas, ni directement, ni indirectement, accepter la guerre actuelle. Nous nous abstenons, par conséquent, de prendre part au vote, certains que les peuples d'Europe, éclairés par les terribles événements actuels, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour conquérir le droit de se gouverner eux-mêmes, par l'abolition de l'actuelle domination des classes, cause de tous les maux politiques et sociaux. »

Protestation de Liebknecht et Bebel devant le Reichstag.

« ...C'est le devoir du peuple allemand d'accorder une paix honorable à la République française... Avant tout, c'est le devoir des ouvriers allemands en qui l'unité des intérêts du peuple allemand et du peuple français est devenue une conviction sacrée, qui ne voient dans les ouvriers français que des frères, auxquels ils sont unis par un sort commun et des aspirations communes, c'est le devoir pour les ouvriers allemands de réclamer pour la République française une telle paix... Il est absolument nécessaire que le Parti organise en tous lieux, en accord avec notre Manifeste, des démonstrations populaires, aussi importantes que possible, contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et pour une paix honorable avec la République française. »

« Manifeste aux ouvriers allemands » du Comité directeur du Parti ouvrier social-démocrate allemand, le 17 septembre 1870. Un premier manifeste contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine avait été lancé le 5 septembre.